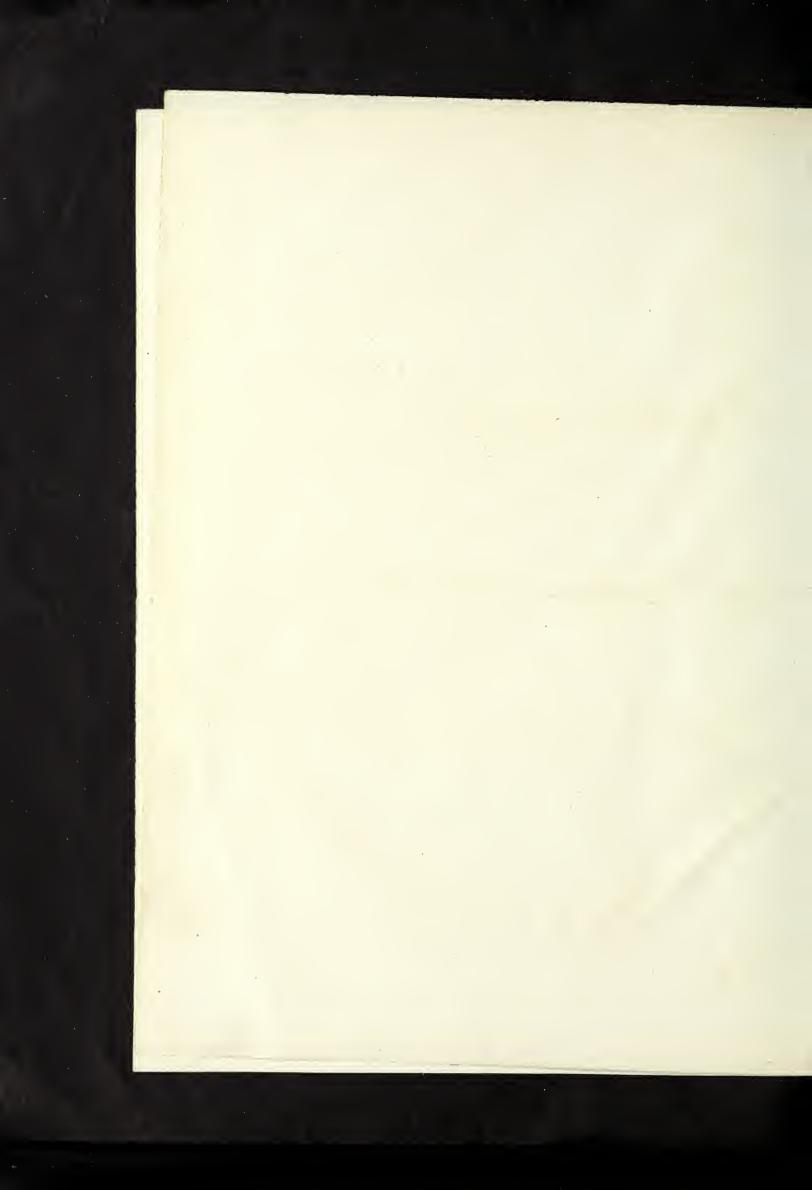


F761



RECUEIL

DES

DIFFERENS EDITS DE CRÉATION

DES OFFICES DE

Consuls, Jurats, Capitouls, Assesser, Secretaires des Greffiers des Hôtels-de-Ville & leurs Controlleurs, Anciens-Mitriennaux, & Alternatifs-Mitriennaux, & ceux d'Avocats & Procureurs du Roi desdits Hôtels-de-Ville, &c.

CONTENANT

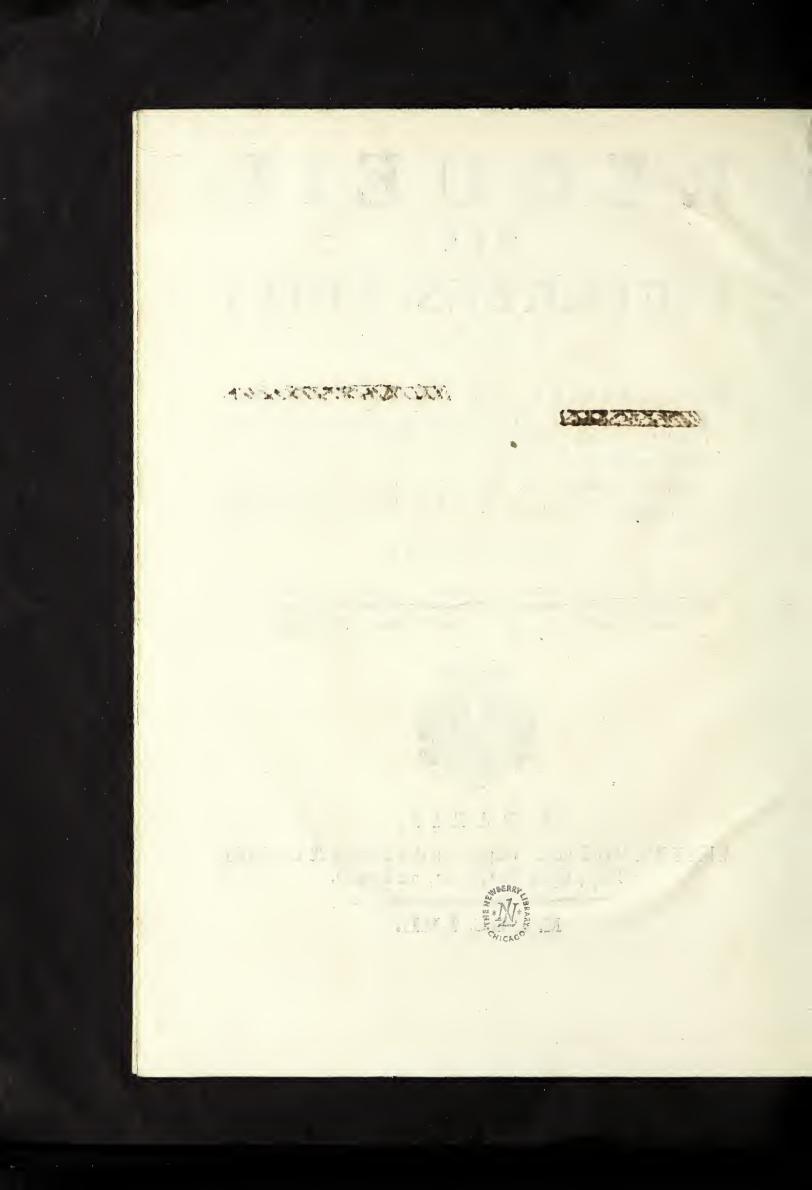
LES DROITS, FONCTIONS, PRIVILEGES, Exemptions, Rangs, Séances, Honneurs & Prérogatives attribués aux Offices Municipaux de toutes les Villes du Royaume.

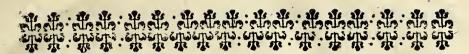


A PARIS;

Chez PRAULT pere, Imprimeur des Fermes & Droits du Roy, Quay de Gêvres, au Paradis.

M. DCC. LVII.





EDIT DU ROY,

Portant création des Procureurs du Roi & Greffiers des Hôtels de Ville.

Donné à Versailles au mois de Juillet 1690.

Vérifié en Parlement le vingt-huit du même mois & an.

OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous présens & à venir, Salut. L'expérience ayant fait connoître que le peu d'ordre qui se rencontroit dans l'administration des affaires communes des Villes & Communautés de ce Royaume, ne procédoit que du changement trop fréquent des Magistrats, Echevins, Jurats, Capitouls, Syndics & autres personnes préposées pour en prendre soin, attendu que leur fonction n'étant que pour un temps, ils se trouvent hors d'exercice avant que de pouvoir être suffisamment instruits des affaires publiques, & de ce que les particuliers qui étoient commis à la fonction des Greffiers desdites Villes & Communautés, n'étant point chargés des papiers & Registres d'icelles, les négligeoient le plus souvent, & quelquefois même les divertissoient & supprimoient, soit pour favoriser leurs parens & amis qui pouvoient y avoir intérêt, soit pour en tirer des profits illicites au préjudice de nos Sujets, ou pour rendre leur ministere nécessaire, en ôtant par ce moyen toutes les lumieres aux Officiers qui entroient en charge. Le feu

Roi notre très-honoré Seigneur & Pere avoit cru que pour remettre le bon ordre dans lesdites Communautés, empêcher la dissipation de leurs deniers communs, patrimoniaux & d'Octroi, & arrêter le cours des abus qui se commettoient avec trop de licence; il n'y avoit pas de moyen plus certain que d'établir quelques Officiers perpétuels, qui ayant une entiere connoissance des affaires, seroient en état d'instruire les autres Magistrats électifs qui ne sont qu'à temps, & concourant tous ensemble dans un même dessein, ne manqueroient pas de faire sentir au Public de salutaires effets d'une bonne administration. C'est par cette raison que par les Edits de Juillet 1622, Mai 1633 & Mai 1634, il créa des Greffiers héréditaires en chacune Ville & Communauté des Provinces & Pays de Languedoc, Provence & Dauphiné: Et par autre Edit du mois de Juin 1635, il créa des Offices d'un notre Conseiller-Procureur, & d'un Greffier héréditaire dans chaque Ville & Communauté du ressort du Parlement & Chambre des Comptes de Paris, aux mêmes fonctions que ceux de l'Hôtel de notre bonne Ville de Paris, lesquels Edits n'ayant point eu leur entiere exécution, Nous avons estimé que pour empêcher à l'avenir les désordres qui ont toujours continué, il seroit à propos d'établir en chaque Ville & Communauté de notre Royaume où il y a Hôtel commun, & où lesdits Procureurs & Greffiers n'ont point encore été établis, un notre Conseiller-Procureur & de ladite Ville & Communauté, & un Greffier, avec pareilles fonctions que ceux de l'Hôtel de notre bonne Ville de Paris. A CES CAUSES, après avoir mis cette affaire en délibération, & fait examiner en notre Conseil lesdits Edits, Déclarations & Arrêts intervenus sur iceux, de l'avis

d'icelui, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons par le présent Edit perpétuel & irrévocable, créé, érigé & établi, créons, érigeons & établissons en titre d'Office formé & héréditaire en chacune Ville & Communauté de notre Royaume, où il y a Hôtel ou Maison commune, un notre Conseiller-Procureur & de ladite Ville & Communauté, & un Secrétaire ou Greffier, aux mêmes fonctions que pareils Officiers de l'Hôtel de notre bonne Ville de Paris, pour, par lesdits Procureurs, tenir Registre de toutes les oppositions formées à leur Requête, & de celles qui leur auront été fignifiées concernant les Domaines, revenus, deniers patrimoniaux, dons & octrois desdites Villes & Communautés, de toutes les poursuites qui seront faites en leurs noms pour raiton de ce; comme aussi des baux des octrois & héritages dépendans du Domaine desdites Villes & Communautés, renouvellement d'iceux, Titres nouvels & Reconnoissances; ensemble des adjudications de tous les revenus d'icelles, & des contrats & déclarations qui seront passés à leur Requête pour lesdits Domaines & revenus; faire pour la conservation & perception d'iceux, toutes diligences nécessaires; veiller à ce que l'emploi en soit bien & utilement sait sans aucun divertissement, & empêcher la dissipation; assister à toutes les assemblées générales & particulieres desdites Communautés, pour y proposer & requérir ce qui sera de l'utilité publique & du bien de notre service, & généralement laire tout ce qu'ont fait ci-devant les Procureu s-Syndics, & autres ayant pareilles fonctions dans lesdites Villes & Communautés, desquels Nous avons abrogé & abrogeons l'usage; & à cet effet, défendons ausdites Villes & Communautés de plus élire ou nom-

mer à l'avenir aucuns Procureurs-Syndics, & à ceux cidevant nommés par lesdites Villes & Communautés de troubler nosdits Procureurs, ni de s'immiscer dans leurs fonctions, à peine de cinq cens livres d'amende pour chacune contravention; leur défendons pareillement de faire & d'y tenir aucunes assemblées qu'en présence de nosdits Procureurs, ou eux dûement avertis, ni prendre aucune résolution dans les dites assemblées, que nosdits Procureurs n'ayent été entendus, à peine de pareille amende de cinq cens livres pour chacune contravention: Défendons à nos Avocats & Procureurs ès Bailliages, Sénéchaussées & autres Justices Royales, lorsqu'ils se trouveront aux assemblées desdites Villes & Communautés, d'y faire aucunes fonctions efdites qualités, & de troubler nosdits Procureurs présentement créés dans les fonctions & exercices de leursdits Offices. Les Secrétaires & Greffiers dresseront & rédigeront par écrit aux assemblées générales & particulieres desdites Villes & Communautés, toutes les Délibérations qui y seront prises, écriront & assisteront à la reddition & clôture des comptes des deniers communs, patrimoniaux & d'octroi, & y teront la tonction de Greffier : garderont les minutes d'iceux, recevront & écriront les baux à ferme, prix fait, encheres & surdites pour les affaires desdites Communautés, cautionnemens, quittances, mandemens pour délivrance de deniers, procuration, députation & élection des Officiers Municipaux, & tous autres actes & délibérations desdites Villes & Communautés: Expédieront sous les Magistrats desdits Hôtels de Ville & Communautés les Bulletins des logemens de gens de guerre à pied & à cheval, toutes certifications, attestations, passeports & bulletins de santé; tien-

dront des Livres des Compoix ou Cadastres desdites Villes & Communautés, & écriront & dresseront lesdits Livres de Compoix & Cadastres lorsqu'ils seront renouvellés, & généralement feront tout ce qu'avoient accoutumé de faire les Greffiers & Secrétaires commis & préposés par lesdites Villes & Communautés: De tous lesquels Actes ils tiendront bons & fidéles Registres, qui seront gardés dans les Archives desdites Villes & Communautés, pour y avoir recours quand besoin sera, dont il y aura deux cless différentes, l'une desquelles demeurera ès mains de nosdits Procureurs, & l'autre en celles desdits Greffiers qui expédieront sur l'Ordonnance des Juges, des extraits desdits Actes dûement collationnés & signés d'eux, à ceux qui y auront intérêt, en leur payant le salaire accoutumé être payé à ceux qui exerçoient lesdits Offices par commission: Et à chaque changement de Greffier ou Secrétaire, par mort, rélignation ou autrement, sera fait Inventaire & description en présence de notredit Procurcur, de toutes les Minutes, Registres, Titres & Papiers étant au Greffe, pour y être remis en la garde de celui qui entrera en Charge: Défendons ausdites Villes & Communautés de plus commettre à l'avenir aucuns Greffiers & Secrétaires, ni de passer ou faire passer aucuns Actes de la nature de ceux ci-dessus, par d'autres personnes que lesdits Greffiers & Secrétaires présentement créés: Faisons pareillement défenses aux Greffiers & Secrétaires commis par lesdites Villes & Communautés, de se plus immiscer à en faire les fonctions, à peine de faux & de cinq cens livres d'amende pour chacune contravention. Et pour donner moyen aux Pourvûs desdits Offices de vaquer soigneusement & sans aucun divertissement à l'exercice d'iceux, voulons qu'ils jouissent de l'exemption de la Taille personnelle, logement de Gens de guerre, Tutelle, Curatelle & autres Charges publiques; aufquels Offices présentement créés, Nous avons attribué les gages qui seront par Nous réglés & compris en l'état que nous en terons arrêter en notre Conseil, à prendre par préférence tant sur les deniers communs, patrimoniaux & d'octroi desdites Villes & Communautés que sur les fonds imposés en aucunes de nos Provinces pour les gages desdits Greffiers & Secrétaires; & au défaut d'iceux, sur les fonds qui seront par Nous ordonnés, dont sera fait emploi dans nos états, & desquels gages les Pourvûs desdits Offices seront payés par les Echevins, Receveurs desdites Villes & Communautés, ou autres ayant le maniement des deniers & revenus d'icelles, ou par les Receveurs Généraux de nos Finances, sur les simples quittances desdits Officiers, qui seront passées & allouées sans aucune difficulté dans les comptes de ceux qui en auront sait le payement. Jouiront en outre les Pourvûs desdits Offices des mêmes logemens dont jouissent à présent les dits Procureurs-Syndics, Greffiers & Secrétaires commis par lesdites Villes & Communautés. Toutes Lettres de provisions desdits Offices seront expédiées & scellées en notre grande Chancellerie, tant sur les Quittances du Receveur de nos Revenus casuels, de la finance qui lui aura été payée suivant les rôles qui seront arrêtés en notredit Conseil, & des deux sols pour livre d'icelle, que sur les Quittances du Trésorier du Marc d'or, suivant le Réglement qui en sera par Nous sait. Toutes sortes de personnes graduées ou non graduées, soit Officiers ou autres, pourront le faire pourvoir desdits Offices, & les

tenir sans incompatibilité, & en jouiront héréditairement, sans qu'avenant leur décès, ils puissent être déclarés vacans; ains feront conservés à leurs veuves, héritiers & ayans cause, qui en pourront disposer au profit de telles personnes capables qu'ils aviseront, ausquelles feront expédiées & scellées Lettres de provision sur les démissions desdits Pourvûs, leurs veuves, héritiers ou avans cause, sans que lesdits Offices puissent être à l'avenir déclarés Domaniaux ni sujets à aucune revente, pour quelque cause que ce soit. Les Pourvûs des Offices tant de nos Procureurs & desdites Villes & Communautés, que de Secrétaires ou Greffiers d'icelles, seront reçus & prêteront serment; sçavoir dans les Villes où il y a Parlement, pardevant les Gens tenans nosdites Cours de Parlement, & dans les autres Villes, pardevant les Officiers des Bailliages & Sénéchaussées, & autres nos Juges ordinaires des lieux, ausquels, chacun en droit soi, Nous enjoignons d'y procéder incontinent & sans délai, aussitôt qu'il leur sera apparu de nos Lettres de provision: Comme aussi Nous avons par ces Présentes confirmé & confirmons les Pourvûs & exerçans les Offices de nos Procureurs & desdites Villes & Communautés, & ceux de Secrétaires ou Greffiers créés par lesdites Lettres des mois de Juillet 1622, Mai 1633 & Juin 1635, dans la possession & jouissance desdits Offices, & leur avons attribué & attribuons les mêmes exemptions que celles attribuées aux Offices de pareille nature créés par le préfent Edit, & aux gages pour lesquels ils seront employés dans les états qui seront arrêtés en notre Conleil, à prendre sur les mêmes fonds, en payant par eux les sommes portées par ledit état. Si donnons en man-DEMENT à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenans

nos Cours de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aydes à Paris, que le présent Edit ils fassent lire, publier & registrer, & le contenu en icelui garder & observer de point en point selon sa forme & teneur, fans souffrir ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere, & les Pourvûs desdits Offices jouir & user d'iceux pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens, nonobstant tous Edits, Déclarations, Statuts, Réglemens, Priviléges, Ordonnances, Us, Stils, Coutumes, Libertés, Lettres & toutes autres choses à ce contraires, ausquelles Nous avons dérogé & dérogeons par le présent Edit; Voulons qu'aux copies dudit présent Edit, collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers & Secrétaires, foi soit ajoutée comme à l'Original : CAR tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous y avons fait mettre notre scel. Donné à Versailles au mois de Juillet, l'an de grace mil six cent quatre-vingt-dix, & de notre Regne le quarantehuitiéme. Signé, LOUIS. Et plus bas, par le Roy, Col-BERT. Et scellé du grand Sceau de cire verte.

Registré, oiil & ce requérant le Procureur Général du Roi, pour être exécuté selon sa forme & teneur, & Copies collationnées envoyées dans les Sièzes, Bailliages & Sénéchaussées du Ressort, pour y être lues, publiées & enregistrées; enjoint aux Substituts du Procureur Général d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrêt de ce jeur. A Paris en Parlement le vingt-huitiéme jour de Juillet mil six cent quarre-vingt dix. Signé, DU TILLET.

Collationné à l'Original par Nous Ecuyer, Conseiller-Secrétaire du Roy, Mailon, Couronne de France & de ses Finances.

A PARIS, chez PRAULT, Quai de Gêvres, au Paradis. 1763.